

La perception de la mondialisation néolibérale dans *L'Action nationale*, 1995 à 2005

Benjamin Gagnon
Université du Québec à Trois-Rivières

Résumé • Cet article porte sur la perception de la mondialisation néolibérale par les auteurs de la revue *L'Action nationale* dans les années 1990 et 2000. Dans les faits, cette « nouvelle conjoncture mondiale » apparaît tantôt comme une menace à la souveraineté économique et politique du Québec, tantôt comme une justification supplémentaire de la nécessité de mener le projet national à terme. L'analyse des articles de la revue révèle un discours où critique du néolibéralisme et préoccupations nationales se côtoient.

Introduction

La mondialisation et le néolibéralisme ont fait couler beaucoup d'encre depuis la fin du XX^e siècle. Alors que certains politiciens ont fait l'éloge du libre-échange et de la déréglementation depuis les années 1980, la « mondialisation néolibérale » a fait l'objet d'une vive critique, tant dans le milieu militant qu'universitaire. En effet, plusieurs auteurs se sont efforcés de montrer les conséquences sociales, économiques, culturelles et environnementales de ce phénomène. La présente recherche porte sur la perception de la mondialisation néolibérale par les auteurs de la revue *L'Action nationale* dans les années 1990 et 2000. D'emblée, nous constatons que ce thème fut fréquemment abordé dans ce périodique de 1995 à 2005, avec entre autres, le numéro spécial « Voyage au cœur de la mondialisation » (septembre 2002) ». À cet égard, mentionnons que les années 1990 marquent l'émergence d'une forte critique de la mondialisation et du néolibéralisme au niveau international. Pensons notamment aux travaux du sociologue Pierre Bourdieu ou encore, aux protestations que suscitérent, un peu partout dans le monde, les accords de libre-échange tels que l'ALENA et l'AMI. Dans ce contexte, il semble pertinent d'étudier les réactions engendrées par cette « nouvelle » conjoncture internationale (et ses problèmes inhérents) au Québec.

En général, nous entendons par mondialisation, le processus d'extension des échanges économiques, financiers et culturels à l'échelle planétaire. En outre, ce phénomène se

caractérise par la formation d'un « système mondial » (plus ou moins uniforme); l'internationalisation des structures de production et des enjeux sociaux, économiques, culturels et environnementaux qui autrefois, se limitaient essentiellement au cadre régional ou national; l'établissement de relations d'interdépendances entre les nations et l'accroissement de la concurrence au niveau international¹. Le néolibéralisme désigne un ensemble de théories d'inspiration libérale qui partagent en commun, un certain nombre d'idées : un rejet de l'État-Providence et plus précisément de l'intervention étatique dans les sphères économique et sociale; la promotion de l'économie de marché – avec cette conviction que le marché devrait se réguler lui-même, selon ses propres lois – et finalement, la valorisation du « privé » au détriment du secteur public².

Bien que de nombreux auteurs se soient intéressés à la mondialisation néolibérale avant nous, l'originalité de la présente étude est d'analyser ce sujet à travers le discours d'une revue d'idées québécoise. À notre connaissance, une telle recherche n'a jamais été réalisée auparavant. *L'Action nationale*, plus ancienne revue d'idées et de débats de la province, nous apparaît à ce titre, comme une excellente source pour aborder le sujet. En effet, ce périodique diffuse depuis sa création, des analyses critiques sur les réalités économiques, sociales, culturelles et linguistiques de la société québécoise. Notre article, nous l'espérons, apportera une pertinente contribution en documentant un aspect spécifique de la revue, soit sa préoccupation pour les enjeux socioéconomiques. De fait, c'est moins le néolibéralisme et la mondialisation que les positions de la revue et son interprétation du phénomène qui seront au cœur de notre analyse. En outre, une question s'impose : *L'Action nationale* tisse-t-elle un rapport entre mondialisation et question nationale ? L'étude des articles de la revue nous permet d'affirmer que la mondialisation, apparaît tantôt comme une menace à la souveraineté économique et politique du Québec (et son idéal de justice sociale), tantôt comme une justification supplémentaire de la nécessité de mener le projet national à terme. Ainsi, cet article vise à :

¹ Nous reprenons ici, dans nos mots, la définition proposée par le FMI, en y ajoutant quelques précisions tirées de nos lectures. À ce sujet, voir Philippe Moreau Desfarges, *La mondialisation* (Que sais-je ?), Paris, Presses universitaires de France, 2012, p. 28.

² René Passet, *L'illusion néo-libérale*, Paris, Fayard, 2000, 287 p.

- Déterminer qui sont les auteurs qui ont traité de la mondialisation néolibérale dans la revue et quels sont leurs milieux d’insertion.
- Expliciter l’argumentaire des auteurs tout en montrant ses spécificités et ses nuances.
- Situer le discours de la revue dans un contexte international.
- Montrer les pistes de solutions proposées par les auteurs et expliquer leurs fondements.

La principale source qui fut employée dans le cadre de notre étude est la revue *L’Action nationale* et plus précisément les articles de la période 1995-2005³. Dans un premier temps, nous avons recensé les articles traitant spécifiquement de la mondialisation et du néolibéralisme – ces deux notions étant, dans le cadre de la présente étude, considérée comme deux éléments complémentaires d’un même phénomène que l’on pourrait nommer « mondialisation néolibérale ». Après un survol des textes, nous avons évalué le poids de notre thématique : en moyenne, de 1995 à 2005, le thème revient à raison de deux articles à toutes les deux publications, sauf peut-être en 1997 où le sujet semble délaissé. Les années 2001 et 2002 sont celles où l’on retrouve le plus d’articles se rapportant directement à notre sujet de recherche. Mentionnons, entre autres, le numéro spécial « Voyage au cœur de la mondialisation » (septembre 2002). Si le thème occupe une place relativement limitée comparée à d’autres enjeux (la langue française, le développement local, etc.), on constate en revanche qu’il revient de manière fréquente pendant l’ensemble de la période étudiée. Notons d’ailleurs que les articles des années 1990 et 2000 se réfèrent régulièrement à la conjoncture mondiale pour expliquer certains événements ou phénomènes de l’époque, par exemple, la déportation des épargnes ou l’accroissement des inégalités sociales. Dans un deuxième temps, il fut nécessaire de classer les textes par thèmes (par exemple : la privatisation, les inégalités sociales, la souveraineté, atteinte aux principes démocratiques, la justice sociale). Si nous avons privilégié une approche thématique, c’est principalement pour nous permettre de mettre en lumière les principales tendances dans l’argumentaire des auteurs de la revue, ses spécificités et ses éléments de nuance. D’emblée, on constate que la revue adopte une vision large, mais l’analyse des sources révèle une certaine orientation dans les positions et les propositions des auteurs : bien qu’elle ne soit pas toujours perçue de

³ Notre analyse porte sur les numéros publiés dans *L’Action nationale* de mai 1995 jusqu’à décembre 2005. C’est la période où notre sujet est le plus abordé dans les articles de la revue.

mauvais œil, la mondialisation est presque toujours traitée dans la perspective de la question nationale.

La mondialisation néolibérale étant par définition, un phénomène international, il va sans dire que nous bénéficions, en plus des nombreux articles publiés dans *L'Action nationale*, d'une impressionnante quantité d'ouvrages et d'articles issus de diverses disciplines (sociologie, histoire, sciences politiques, etc.) pour traiter de la question. Parmi les travaux marquants, mentionnons ceux de Pierre Bourdieu. Dans l'article « L'essence du néolibéralisme » publié en 1998, le sociologue montre les effets dévastateurs du néolibéralisme, notamment la misère d'une fraction de plus en plus importante de la population et la « destruction » des structures collectives capables de faire obstacle à la logique du « marché pur », c'est-à-dire la nation, dont la capacité d'intervention ne cesse diminuer, les collectifs de défense de droits des travailleurs, les syndicats, les coopératives et autres associations. Ce texte incontournable nous permettra de comparer les préoccupations du sociologue à celles évoquées dans les articles de *L'Action nationale* à la même époque. Au Québec, Michel Bernard s'est intéressé à la question dans *L'utopie néolibérale*, publiée en 1997. Dans ce livre, l'auteur décortique le discours néolibéral en retraçant ses fondements idéologiques et en confrontant ses « dogmes » à la réalité. Très près de la vision de certains auteurs ayant publié dans *L'Action nationale*, l'auteur propose une critique pragmatique et étoffée de l'idéologie dominante. Cet ouvrage nous semble particulièrement pertinent, d'une part, pour cerner les assises idéologiques et historiques de la conception néolibérale et d'autre part, pour nous documenter sur l'argumentaire de ses opposants.

Le présent travail comporte trois volets : dans la première partie, nous présenterons les auteurs de la revue et leur milieu d'insertion; dans la deuxième section, nous tenterons de mettre en évidence les principales préoccupations des auteurs de *L'Action nationale* quant aux effets néfastes de la mondialisation néolibérale; dans le dernier volet, il sera question des pistes de solutions proposées par les auteurs.

1. Des auteurs de tous les horizons

Dans les années 1990 et 2000, de nombreux auteurs de *L'Action nationale* se sont prononcés sur la mondialisation et le néolibéralisme. Cependant, avant de nous intéresser à leur interprétation du phénomène, nous procéderons à une brève analyse de leur milieu d'insertion et du contexte de leur collaboration dans la revue. D'emblée, soulignons la grande variété d'auteurs ayant abordé le sujet : intellectuels, universitaires, journalistes, entrepreneurs, militants, membres de mouvements ou de syndicats – la conjoncture mondiale semble avoir suscité des réactions dans presque tous les milieux. Sur les 39 articles retenus pour la présente analyse, nous comptons 27 auteurs uniques : 10 universitaires, professeurs ou étudiants (37,03 %); 6 politiciens et 2 journalistes affiliés au monde politique (29, 62 %), 9 militants et représentants d'un mouvement ou d'un organisme (33,35 %)⁴.

1.1 Universitaires, professeurs et étudiants

De Jean-Louis Bourque à Majella Simard, les universitaires s'étant intéressé aux enjeux de la mondialisation, proviennent de diverses disciplines (sociologie, sciences économiques, science politique, histoire, développement régional) et représentent les principaux établissements francophones du réseau universitaire québécois (UDM, UQAM, UL, UQTR, UQAR). Alors que certains se prononcent à titre personnel, d'autres présentent les résultats de recherches en lien avec la mondialisation ou le néolibéralisme. Pierre-André Julien et Claire Bombardier de l'Université du Québec à Trois-Rivières ont par exemple, publiés leur article en lien avec une étude portant sur l'impact de la mondialisation des marchés dans les PME de 19 pays industrialisés.

1.2 Politiciens et journalistes

Parmi les politiciens qui se sont intéressés à la mondialisation néolibérale, mentionnons Jacques Parizeau – ministre des Finances du Québec de 1976 à 1984, puis premier ministre du Québec du 26 septembre 1994 au 29 janvier 1996 – et Bernard Landry

⁴ Nous comptons les associations, groupes et autres mouvements collectifs comme un seul « auteur unique » et ce, même si plusieurs auteurs ont participé à la rédaction de l'article.

– chef du Parti québécois de 2001 à 2005 et premier ministre du Québec de 2001 à 2003. Les deux hommes ont fait valoir l'importance de contrer la perte de souveraineté politique et économique que la mondialisation pouvait engendrer sur une nation comme le Québec. Jean-Marc Léger s'est également questionné sur des thèmes se rapportant à la mondialisation dans des articles publiés au début des années 2000. Journaliste, conseiller en relations internationales et écrivain engagé, Léger s'est illustré comme ardent défenseur de la langue française dans diverses associations de la francophonie. Soulignons également la participation d'Yves Rocheleau et d'Yves Michaud, deux auteurs impliqués dans la politique.

1.3 Syndicats, militants, organismes et mouvements

Denis Monière – politicologue, militant pour l'indépendance du Québec et président de la Ligue d'action nationale, s'est prononcé à quelques reprises sur les thèmes de l'affaiblissement des nations à l'ère de la mondialisation. Selon lui, la conjoncture internationale ne remet pas nécessairement en cause la souveraineté des États, elle propose plutôt une redéfinition de son rôle. Fidèle à ses convictions, il réaffirme toutefois l'importance de l'accession à la souveraineté pour pouvoir protéger nos intérêts nationaux et notre culture⁵.

Ajoutons l'importante contribution de Rosaire Morin, qui à titre de rédacteur en chef de *L'Action nationale*, s'intéresse à la déportation de l'épargne québécoise en 1997 (Dossier : assurances et économie) – phénomène qu'il associe au néolibéralisme. Militant nationaliste, Morin a publié de nombreux articles sur les divers enjeux de la société québécoise. D'abord nationaliste canadien-français dans sa jeunesse, il adoptera progressivement le discours néonationaliste des années 1960. Vers la fin des années 1980, la crise de l'État-providence lui fait prendre conscience de la nécessité de lutter contre la pauvreté et les inégalités sociales⁶.

⁵ Denis Monière, « La mondialisation et le dépérissement de l'État : mythe ou réalité », *L'Action nationale*, vol. XCV, n° 6 (juin 2005) : 32-39

⁶ Jonathan Laveault, *Rosaire Morin - Portrait d'un militant nationaliste (1939-1999)*, Mémoire de maîtrise (histoire), UQAM, 2008, p. 110.

Gérald Larose – militant syndicaliste, professeur et président de la Confédération des syndicats nationaux (de 1983 à 1999) ainsi que François Aubry – économiste et membre du service de recherche de la CSN – ont conjointement rédigé un article en 1999 pour dénoncer l'accroissement des inégalités sociales provoquées par les politiques néolibérales et la mondialisation. Leur prise de position fait suite à plusieurs constats formulés lors des États généraux de la CSN de mars 1998 (sous le thème « La richesse, ça se partage ») qui visaient entre autres, à faire le point sur l'évolution des inégalités sociales au Québec et à élaborer un plan permettant de favoriser un partage plus équitable des gains générés par la croissance économique⁷.

En 2002, les Intellectuels pour la souveraineté (ISPO) invitent les Québécois à réfléchir aux enjeux de la souveraineté à l'ère de la mondialisation. Loin de tomber dans le fatalisme, les auteurs pensent plutôt que la mondialisation offre la possibilité de nouveaux débats démocratiques et représente une nouvelle justification pour la souveraineté nationale comme rempart contre l'impérialisme et le repli. Cet organisme, fondé en juin 1995 dans le cadre du lancement du manifeste « Oui au changement » (signé par 100 intellectuels québécois), rassemble des gens du milieu de la recherche, de l'enseignement et de la culture qui ont tous à cœur le projet national⁸.

Finalement, d'autres mouvements tels que le Groupe de théologie contextuelle québécoise (GTCQ), composé à la fois de laïcs et de religieux œuvrant dans divers mouvements de solidarité, des organismes communautaires et des institutions publiques (professeurs, fonctionnaires, théologiens) ont également montré leurs inquiétudes quant aux dérives du néolibéralisme. En effet, les membres de ce groupe inscrivent leur action dans la défense des droits et de la dignité humaine et la promotion d'un idéal de justice sociale. En outre, ils partagent une perspective commune : un parti pris pour les opprimées et les exclues⁹.

⁷ Gérald Larose et François Aubry, « Les inégalités s'accroissent au Québec au cours des années 1990 », *L'Action nationale*, vol. LXXXIX, n° 3 (mars 1999) : 43-54.

⁸ IPSO, « Le projet souverainiste et l'État québécois : pour une politique de conviction », *L'Action nationale*, vol. XCII, n° 9 (novembre 2002) : 18-25.

⁹ À notre demande, les membres du mouvement nous ont fourni quelques précisions sur les missions de leur organisme.

2. La mondialisation néolibérale et la question nationale

Comme nous le verrons, la critique des auteurs de *L'Action nationale* porte essentiellement sur trois thèmes majeurs : 1) la souveraineté économique et politique du Québec; 2) la justice sociale et les inégalités sociales; 3) la diversité culturelle et la protection de la langue française. En effet, la revue se montre préoccupée par l'affaiblissement des États au sein d'une économie mondiale qui dépend de plus en plus des décisions des grandes instances supranationales et du pouvoir grandissant des multinationales. Alors que les traités internationaux accordent une grande liberté aux entreprises internationales (notamment sur les conditions de leur établissement et la gestion des capitaux) et que les gouvernements se tournent vers diverses politiques d'austérité et de privatisation, l'idéologie dominante apparaît comme une menace à la justice sociale et aux principes démocratiques – éléments fondamentaux de la société québécoise selon les auteurs de la revue. D'un point de vue culturel, on reproche à la mondialisation de menacer la diversité, avec l'érosion des identités nationales et la disparition des mœurs et des traditions locales. Ce phénomène est souvent associé à l'américanisation ou à la diffusion de l'anglais dans le monde. D'ailleurs, la question linguistique (protection de la langue française) demeure un enjeu important dans les articles de la revue.

2.1 La mondialisation comme menace à la souveraineté économique et politique

Alors que les tenants du néolibéralisme affirment que la mondialisation s'avère bénéfique (progrès économique, promotion de la démocratie et des libertés individuelles), le développement de relations d'interdépendances – caractérisé notamment par la multiplication des échanges internationaux et la mise en place d'instances et d'organisations supranationales – réduit la capacité des nations à intervenir dans la mesure où les nouveaux enjeux auxquels ils sont confrontés dépassent leur cadre territorial, ce qui les rend d'autant plus vulnérables aux fluctuations du marché (mondial), notamment en cas de crise économique. En outre, l'intégration des économies nationales dans un grand « système globalisé » suggère également la création de relations inégales entre les pays, menant ainsi à la « subordination économique » des nations moins puissantes. D'autre part, les traités de libre-échange ont progressivement amené les États à céder certaines de leurs prérogatives

pour favoriser le commerce international – situation qui selon plusieurs analystes, accroît le pouvoir des multinationales et des intérêts privés au détriment de celui de la société civile¹⁰.

Dans les années 1990, *L'Action nationale* s'est montrée particulièrement préoccupée par ce phénomène, d'abord parce qu'il constitue une menace supplémentaire à la souveraineté économique et politique du Québec, mais aussi parce qu'il représente une remise en question du « modèle québécois » issu de la Révolution tranquille¹¹. De manière générale, les auteurs de la revue se sont évertués à mettre en lumière les problèmes politiques et socioéconomiques d'une conjoncture internationale où les institutions étatiques deviennent de plus en plus faibles. En effet, dans un contexte de mondialisation où seules les nations reconnues ont accès aux instances mondiales, plusieurs auteurs dont Jacques Parizeau, Bernard Landry et Pierre Vadeboncoeur ont fait valoir que le pouvoir risque de s'éloigner de plus en plus du Québec, si la population ne se décide pas à réaliser l'indépendance nationale. Le gouvernement fédéral étant chargé de représenter les intérêts des provinces lors des négociations internationales, la société québécoise est en quelque sorte tenue à l'écart des centres de décisions et dispose de peu de leviers pour orienter les politiques qui touchent son avenir¹². En outre, les dispositions des accords de libre-échange (prônant la déréglementation des marchés) viennent restreindre la capacité des gouvernements à intervenir sur l'économie et à imposer leur volonté sur les multinationales s'établissant sur leur territoire¹³.

¹⁰ Du moins, c'est la critique que plusieurs sociologues et économistes ont adressée à la mondialisation. On retrouve les mêmes préoccupations dans les articles de *L'Action nationale*. À ce sujet, voir Michel Bernard, *L'utopie néolibérale*, Montréal, Éditions du Renouveau québécois, 1997, p. 45 et suivantes et Jean-Claude St-Onge, *L'imposture néolibérale : marché, liberté et justice sociale*, Montréal, Ecosociété, 2000, p. 17 et suivantes.

¹¹ Le « modèle québécois » issu de la Révolution tranquille est un mode de gestion économique et social qui définit le lien entre le capital, l'État et la société. Depuis les années 1960, il se caractérise par l'intervention de l'État dans la planification de l'économie (pour contrer les défaillances du marché et les difficultés à trouver du financement stable), la concertation (avec la société civile) et la promotion du nationalisme (protection de l'espace national, nationalisation des ressources). À ce sujet, voir Gilles L. Bourque, *Le modèle québécois de développement, De L'émergence au Renouveau*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 2000, 235 p.

¹² Jacques Parizeau, « L'AMI menace-t-il la souveraineté des États ? », *L'Action nationale*, vol. LXXXIX, n° 1 (janvier 1999) : 38-56; Bernard Landry, « La mondialisation rend la souveraineté plus nécessaire et urgente que jamais », *L'Action nationale*, vol. LXXXIX, n° 3 (1999) : 56-68; Pierre Vadeboncoeur, « La prochaine révolution antidémocratique », *L'Action nationale*, vol. XCII, n° 1 (janvier 2002) : 65-70.

¹³ Jean Ménard et Nelson Tardif. « D'où vient la ZLÉA ? ». *L'Action nationale*, vol. XCIV, n° 1 (2004) : 34-46.

De manière générale, la revue se montre critique à l'égard de la mondialisation parce qu'elle favorise deux phénomènes indésirables : 1) l'accroissement de l'interdépendance des nations – non seulement en matière de transformation des matières premières, mais également pour ce concerne production, la diffusion et l'échange de biens non matériels (savoir-faire technologique, connaissances scientifiques, produits culturels) et 2) la concentration des capitaux dans les mains de conglomérats privées qui par leur influence, peuvent désormais supplanter de nombreux petits pays¹⁴. À cet égard, nous constatons que le pouvoir accru des multinationales est un thème récurrent. Dans son « Dossier : assurances et économie » publié dans le numéro de mars 1997, Rosaire Morin critique la conversion du gouvernement du Québec à la doctrine néolibérale et incite les Québécois à réfléchir sur les conséquences de cette politique :

Si le gouvernement du Québec favorise la déréglementation à outrance, il facilite la suprématie des très grandes entreprises qui s'efforcent de tout absorber sur leur passage. Si le gouvernement du Québec tolère le laisser-faire et se satisfait de la libre circulation des capitaux, il accepte la déportation de l'épargne québécoise et la domination étrangère sur la politique du Québec. Une telle orientation affaiblit le pouvoir du gouvernement du Québec. Elle compromet même la démocratie. Elle aggrave la crise sociale¹⁵.

Dans le même ordre d'idée, Jacques Parizeau exprime de fortes réserves sur le principe de neutralité à l'égard des investisseurs étrangers que devait imposer l'Accord multilatéral sur les investissements (AMI) aux pays signataires. Ce projet de libre-échange – négocié secrètement au sein des vingt-neuf pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) entre 1995 et 1997 – devait introduire diverses restrictions et obligations pour les gouvernements membres, dont notamment l'interdiction d'exiger l'achat de produits nationaux de préférence à des produits étrangers, l'établissement de la partie de la production qui sera exportée, l'atteinte d'un certain niveau de recherche et de développement au pays et le recrutement d'un niveau donné de personnel du pays. D'autre part, l'accord prévoyait que les gouvernements devaient même payer des compensations aux

¹⁴ Alain Laramée, « La mondialisation comme nouveau cadre idéologique », *L'Action nationale*, vol. LXXXVIII, n° 8 (octobre 1998) : 82-101; Majella Simard, « Enjeux et perspectives pour un modèle éthique de développement régional », *L'Action nationale*, vol. XC, n° 9 (novembre 2000) : 41-64.

¹⁵ Rosaire Morin, « Dossier : assurances et économie ». *L'Action nationale*, vol. LXXXVII, n° 3 (mars 1997), p. 138.

entreprises pour les pertes de profit que pouvait engendrée une modification des normes environnementales¹⁶. Ainsi, *L'Action nationale* conteste la logique qui se cache derrière les accords de libre-échange tels que l'AMI et la ZLÉA, soit l'affaiblissement des États au profit du pouvoir des multinationales et des intérêts privés.

Plusieurs auteurs (Morin, Landry, Vadeboncoeur) y voient d'ailleurs une véritable domination de la sphère économique sur la sphère politique. Une image récurrente dans les articles des années 1990 est celle d'un capitalisme laissé à lui-même (déréglementé, obéissant à ses propres règles) où le pouvoir politique et les droits du citoyen seraient soumis aux « diktats » de la productivité et de la rentabilité. Non seulement les entreprises locales doivent se soumettre aux conditions du marché international, mais l'État lui-même perd de son pouvoir d'intervention et de planification. Ce modèle profiterait d'un « déficit démocratique » et aurait pour effet d'affaiblir considérablement le pouvoir des citoyens-électeurs en assujettissant les États aux exigences des multinationales, des banquiers et des organismes transnationaux tels que l'Organisation mondiale du commerce (OMC)¹⁷. En d'autres mots, on critique la création d'un système mondial sans fidélité, ni attaché à aucune collectivité et où l'intérêt général (la volonté du peuple) est noyé par la soif du profit et de la rentabilité. « L'économie devrait servir la société (et non l'inverse) » tel est le discours de plusieurs auteurs s'opposant aux politiques néolibérales¹⁸.

2.2 « À l'assaut du vivre ensemble »¹⁹ : justice sociale, citoyenneté et démocratie en péril

Sous l'influence des théories dites « néolibérales » – notamment celles de l'École de Chicago (Milton Friedman), plusieurs politiciens en sont venus à remettre en question l'État tel qu'il s'était constitué un peu partout en Occident depuis la deuxième moitié du XX^e siècle, c'est-à-dire l'État-Providence, garant du bien-être de ses citoyens. S'inspirant d'un modèle étatique qui prévalait avant la mise en place des grands programmes sociaux, les tenants du

¹⁶ Parizeau, *loc. cit.* ; Jacques Parizeau, « La liberté des échanges, les droits des multinationales et le dilemme de l'État », *L'Action nationale*, vol. XCI, n° 6 (juin 2001) : 11-22.

¹⁷ Yves Rocheleau, « La démocratie : première condition d'une mondialisation plus humaine », *L'Action nationale*, vol. XCI, n° 6 (juin 2001) : 37-40; Vadeboncoeur, *loc. cit.*

¹⁸ Claude Béland, « Mondialisation et développement local », *L'Action nationale*, vol. XCI, n° 5 (mai 2001), p. 130.

¹⁹ Titre tiré de Nelson Tardif, « La mondialisation néolibérale à l'assaut du vivre ensemble », *L'Action nationale*, vol. XCV, n° 1 (janvier 2005) : 75-84.

néolibéralisme font la promotion d'un État libéral, non-interventionniste en matière d'économie et de services publics, mais plus « rigide » pour tout ce qui touche ses fonctions régaliennes, notamment la sécurité²⁰. Dans les faits, cette influence s'est traduite par une multitude de mesures qui tendent à transformer le rôle de l'État : plans d'austérité, coupes dans les services sociaux, abolition des barrières tarifaires, privatisation, déréglementation, diminution des impôts²¹.

Bien que variées et particulièrement complexes, la plupart des critiques adressées à la mondialisation néolibérale portent sur des enjeux socioéconomiques : l'accroissement des inégalités sociales, le désengagement de l'État, la domination de l'économie sur les sphères politique et sociale, la privatisation, la précarisation, la déréglementation, l'individualisation et l'affaiblissement des structures collectives sont tous des thèmes récurrents. Pour plusieurs auteurs de *L'Action nationale*, la mondialisation néolibérale représente une véritable menace à l'idéal de « justice sociale » de la nation québécoise. Depuis la Révolution tranquille, le Québec s'était doté d'un filet social, c'est-à-dire de programmes sociaux universels qui visaient d'une part, à protéger les citoyens contre les « risques de l'existence » et d'autre part, à réduire les inégalités socioéconomiques. Or, la montée du néolibéralisme et la globalisation de l'économie représentent le passage d'un État interventionniste dans l'économie nationale à un système économique mondial laissé aux lois du marché. Ainsi, certains ont fait valoir qu'une économie déréglementée et laissée à elle-même pose un important problème dans la mesure où cette dynamique ne favorise aucunement une redistribution équitable de la richesse. À cet égard, *L'Action nationale* affirme que la redistribution des richesses demeure la base de la justice sociale et qu'il s'agit d'un élément essentiel au bonheur de la société québécoise. Ainsi, c'est tout un système de valeurs que la mondialisation néolibérale vient ébranler : aux valeurs de « justice sociale » et d'« égalité », la conception néolibérale oppose celle de « responsabilité individuelle ». À cet égard, on reproche au néolibéralisme de

²⁰ Notons ici l'opposition fondamentale entre deux visions de la gestion de la question sociale, l'une orientée sur des politiques de redistribution et mesures d'aides directes aux classes les plus pauvres, l'autre sur des mesures incitatives à l'emploi et la pénalisation des crimes. À ce sujet, voir Loïc Wacquant, *Les prisons de la misère*, Paris, Liber-Raisons d'agir, 2011, p. 74 et suivantes.

²¹ « Désormais le discours économique mondial est partout le même : contrôler l'inflation, éliminer les déficits, libéraliser le commerce, déréglementer les échanges, baisser les impôts, rationaliser, privatiser, délocaliser, créer des emplois, faire baisser le chômage et augmenter la richesse »; Jean-Louis Bourque, « Les instruments de la mondialisation », *L'Action nationale*, vol. XCII, n° 7 (juillet 2002), p. 80.

propager un discours qui prône un individualisme axé sur la performance, l'excellence et la compétitivité et où toute « politique de solidarité » est présentée comme un obstacle au progrès économique²². Il semble pertinent de comparer cette critique à celle du sociologue Pierre Bourdieu qui insistait sur les effets du néolibéralisme, notamment la « destruction » des instances collectives (États, syndicats et associations) et l'imposition à tous les niveaux de la hiérarchie, tant dans les hautes sphères de l'économie qu'au sein des entreprises, d'une « logique darwinienne » qui venait en quelque sorte instaurer comme normes de toutes pratiques sociales, la « lutte de tous contre tous » et le cynisme²³. Mentionnons que la fragmentation des structures collectives et l'individualisation – deux phénomènes susceptibles de menacer les valeurs de solidarité et de justice sociale au profit d'une forme de « darwinisme social » – sont des thèmes qui reviennent régulièrement dans la critique que les auteurs adressent à la mondialisation néolibérale. Comme l'explique Claude Béland, le néolibéralisme transforme en quelque sorte le citoyen en simple individu détaché des structures de solidarité et luttant pour ses propres intérêts : « cette économie exacerbe les instincts égoïstes de l'être humain, la cupidité, l'envie et le chacun pour soi. Dans un tel contexte, les valeurs de solidarité et d'égalité des individus, pourtant essentielles à la dynamique du développement social, subissent de nombreux assauts »²⁴. Par ailleurs, de nombreux auteurs ont montré que l'une des caractéristiques de l'idéologie dominante est de s'imposer comme « unique solution » pour favoriser la croissance économique²⁵.

Une autre préoccupation des auteurs de *L'Action nationale* demeure l'accroissement des inégalités sociales, qu'ils associent généralement aux politiques néolibérales. Dans un article publié en 1999, Gérald Larose et François Aubry montrent que si la décennie 1990 est marquée par d'importantes coupes dans les dépenses publiques (tant au fédéral qu'au

²² Yvon Savoie, « Le bonheur, la société québécoise et la mondialisation », *L'Action nationale*, vol. XCI, n° 6 (juin 2001) : 23-36; Majella Simard, « Le développement économique solidaire : utopie ou réalité ? », *L'Action nationale*, vol. XCIII, n° 4 (mai 2003) : 39-64; Béland, *loc. cit.*

²³ Pierre Bourdieu, « L'essence du néolibéralisme », *Le monde diplomatique*, [En ligne] <http://www.monde-diplomatique.fr/1998/03/BOURDIEU/3609> (Page consultée le 22 avril 2016)

²⁴ Béland, *loc. cit.*, p. 130.

²⁵ Denis Monière. « La mondialisation et le dépérissement de l'État : mythe ou réalité ». *L'Action nationale*, vol. XCV, n° 6 (juin 2005) : 32-39.

provincial), elle représente une période de prospérité pour les groupes les plus riches de la population et les entreprises privées²⁶

2.3 L'impérialisme culturel : une facette de la mondialisation ?

Le critique de certains auteurs à l'égard de la mondialisation s'inscrit dans la contestation de l'impérialisme culturel. Notons que cette expression désigne la politique d'une puissance qui tend à promouvoir ou imposer sa culture à des nations moins puissantes. Comme le mentionne Matthew Fraser, l'internationalisation de la culture américaine (notamment par la langue anglaise) provoque diverses réactions, tant positives que négatives : « elle suscite l'admiration et l'envie, mais provoque aussi le ressentiment et l'hostilité. [...] Les passions hostiles s'enflamment aisément contre les symboles de la culture américaine, qui sont associés un ordre cosmopolite qui suscite de profondes angoisses »²⁷. En ce sens, plusieurs auteurs accusent la mondialisation d'être responsable d'une homogénéisation du monde. Nous pouvons comparer cette critique à celles de certains universitaires français tels que Claude Hagège qui ont dénoncé l'avènement d'une « pensée unique » qui à long terme, pourrait se manifester comme un obstacle au progrès et à la liberté d'esprit²⁸.

En ce sens, les auteurs de *L'Action nationale* (Bourque, Léger, Paquin) soulignent que face à l'affaiblissement des États-nations et sous le poids des traités de libre-échange, les sociétés démocratiques sont de plus en plus fragmentées, culturellement, socialement et linguistiquement.²⁹ De plus, parce qu'elle est intimement reliée à l'idéal de l'« American way of life », on reproche à la culture américaine de transmettre un mode de vie et des valeurs individualistes généralement associées à la culture de la consommation qui depuis

²⁶ Gérald Larose et François Aubry, « Les inégalités s'accroissent au Québec au cours des années 1990 », *L'Action nationale*, vol. LXXXIX, n° 3 (mars 1999), p. 44.

²⁷ Matthew Fraser, *Les armes de distraction massive ou l'impérialisme culturel américain*, Montréal, Hurtubise, 2004, p. 11.

²⁸ À ce sujet, voir Claude Hagège, *Contre la pensée unique*. Paris, Odile Jacob, 2012, 256 p.

²⁹ Stéphane Paquin, « La revanche des petites nations », *L'Action nationale*, vol. XCII, n° 1 (janvier 2002); Jean-Marc Léger, « Mondialisation et diversité des cultures », *L'Action nationale*, vol. XCII, no 8 (octobre 2002) : 23-26.

la Seconde Guerre mondiale, s'est graduellement implanté un peu partout dans le monde et en particulier dans les sociétés industrialisées³⁰.

Devant la théorie d'une culture envahissante menaçant la survie des particularités culturelles, on ne peut s'empêcher de penser au débat sur l'avenir de la langue française au Québec. Au fil des années, la montée de l'anglais au travail, la croissance de l'immigration, la popularité de la musique pop anglophone à la radio ainsi que le délaissement du français par les jeunes générations sont apparus comme autant de menaces à la survie de la langue française³¹. D'emblée, il semble important de préciser que la langue n'est pas un simple véhicule de communication puisqu'elle représente aussi une histoire, une civilisation, un système de valeurs ainsi que divers éléments culturels. En effet, un idiome est le reflet d'une véritable identité culturelle : appuyé sur une longue tradition historique, tout système linguistique implique des références à la culture, des liaisons sémantiques, des racines étymologiques, des associations d'idées, ainsi qu'une façon unique de voir le monde. Ces associations (sémantiques, idéologiques) sont d'autant plus significatives considérant que plusieurs linguistes ont fait valoir que les langues jouent un rôle primordial dans le développement de la pensée humaine : « [les associations] que font les langues appartiennent de manière intime à la représentation mentale de chaque individu en fonction de sa langue et de sa culture, structurant, du même coup, sa pensée d'une façon chaque fois différente selon la langue »³².

3. Des pistes de solutions : quelques divergences dans l'orientation des propositions

3.1 « Pragmatisme » et libre-échangisme : un Québec souverain pour participer à la mondialisation

Dans un contexte de mondialisation, plusieurs auteurs tels que Jacques Parizeau, Bernard Landry et Jean-Louis Bourque insistent sur la nécessité de concrétiser le projet

³⁰ Monière, *loc. cit.* ; Jean-Louis Bourque, « Pourquoi choisir la solution de l'indépendance du Québec en 2001? », *L'Action nationale*, vol. XC, n° 10 (décembre 2000) : 77-80; Yves Michaud, « Le temps de choisir », *L'Action nationale*, vol. XC, n° 10 (décembre 2000) : 67-76.

³¹ Léger, *loc. cit.*

³² Cette théorie fut initialement énoncée par les linguistes Edward Sapir et Benjamin Lee Whorf. Nous citons ici Claude Hagège, *op. cit.*, p. 124.

national pour tirer profit de la conjoncture internationale. Selon eux, le Québec doit impérativement devenir souverain pour s'asseoir à la table des négociations, se tailler une place sur le marché mondial et défendre ses intérêts sur la scène internationale. S'ils admettent les conséquences évidentes du néolibéralisme, ceux-ci misent davantage sur une approche pragmatique : à défaut de pouvoir freiner ce « phénomène inéluctable », le Québec doit au moins se mettre du côté des « gagnants ». À cet égard, Parizeau déplore que le Sommet des peuples d'Amérique (2001) se soit terminé par une condamnation générale du libre-échange; attitude qu'il trouve particulièrement dogmatique. Selon lui, il ne faut pas condamner le libéralisme, mais trouver des solutions concrètes : « On ne condamne pas les marées. On construit des digues, des jetées, on se protège en somme. On n'excommunie pas la mer »³³.

S'éloignant de la critique du capitalisme et des théories altermondialistes, ce discours « pragmatique » tend plutôt à reconnaître les avantages de l'économie de marché et de l'accroissement des échanges internationaux. La mondialisation devient un argument supplémentaire pour mener le projet national à terme : selon cette conception, c'est moins pour lutter contre le phénomène que pour s'adapter à la conjoncture internationale (où les décisions sont de plus en plus le fait d'instances supranationales) que la société québécoise doit réaliser l'indépendance nationale. Plutôt que de s'opposer à la mondialisation, le Québec aurait avantage à se percevoir comme une « nation avancée », c'est-à-dire, à l'intérieur d'un système mondial où les organisations internationales permettent la coopération entre les peuples et la liberté de circulation (biens, services capitaux, individus). D'ailleurs, un Québec souverain pourrait participer à la mise en place d'un appareil législatif, réglementaire et régulateur – une sorte d'autorité supranationale – qui pourrait freiner la diffusion des crises et assurer le respect des principes démocratiques, les lois du marché et le libéralisme ne pouvant assurer à eux seuls, l'ordre, la paix et l'honnêteté des rapports économiques au niveau international³⁴. En somme, ces auteurs partagent la conviction que le Québec doit s'imposer comme nation souveraine et faire entendre sa voix

³³ Parizeau, « La liberté des échanges, les droits des multinationales et le dilemme de l'État », p. 11.

³⁴ Landry, *loc. cit.* ; Jean-Louis Bourque, « La mondialisation bienfaitrice », *L'Action nationale*, vol. XCII, n° 7 (septembre 2002) : 87-90; Monière, *loc. cit.*

(authentique et originale) à l'intérieur des institutions internationales (ONU, FMI, UNESCO, etc.) pour faire valoir ses intérêts et participer à la mondialisation.

3.2 L'État comme ultime rempart contre la mondialisation

D'autres propositions découlent directement d'une remise en question du néolibéralisme comme modèle et cadre idéologique de référence. Ces auteurs – que nous pourrions qualifier de « progressistes » – fondent leur argumentaire sur la défense de l'État-nation comme rempart contre la mondialisation et sur l'importance de consolider un « projet commun » qui nous permettrait de lutter contre l'idéologie dominante (qui selon eux, ne conduit qu'à la fragmentation de l'identité collective et la fragilisation du tissu social)³⁵.

En réaction aux vastes entreprises de déréglementation, *L'Action nationale* insiste sur l'importance de réaffirmer le rôle « social » de l'État : ce dernier permet avant tout de réglementer les entreprises, de protéger le consommateur, l'épargne des institutions financières; de préserver les conditions de travail, les acquis sociaux et l'environnement; d'orienter l'activité économique en fonction des priorités nationales. En d'autres mots, l'intervention étatique est nécessaire non seulement pour protéger les intérêts nationaux et les droits des citoyens, mais aussi pour s'assurer que toutes les entreprises (locales ou étrangères) se plient aux lois du territoire³⁶. Pierre Vadeboncoeur soutient que la nation est une défense indispensable contre toute velléité hégémonique ou dans un contexte de mondialisation, de nivellement des particularités culturelles, sociales et économiques des pays. En d'autres mots, la « nation politique » offre le cadre et les institutions nécessaires au maintien d'une politique indépendante. En effet, selon ces auteurs, tout pouvoir supranational implique un déficit démocratique dans la mesure où il représente un éloignement du centre de décision et un affaiblissement des capacités de contrôle des États et des citoyens sur les décisions qui les concernent³⁷.

³⁵ Tardif, *loc. cit.* ; Laramée, *loc. cit.* ; Rocheleau, *loc. cit.* ; Vadeboncoeur, *loc. cit.*

³⁶ Parizeau, *loc. cit.*

³⁷ Pierre Vadeboncoeur, « Sans la nation politique, qui peut défendre quoi ? », *L'Action nationale*, vol. XCII, n° 9 (novembre 2002) : 26-28; James A. Wilkins, « Le déficit démocratique mondial », *L'Action nationale*, vol. XCII, n° 3 (mars 2002) : 52-60; Denis Monière, *loc. cit.*

Dans tous les cas, *L'Action nationale* insiste généralement sur l'importance de protéger le modèle québécois de justice sociale et donc, l'État-nation afin de préserver nos acquis sociaux et nos droits. Les propos d'Alain Laramée illustrent clairement les arguments de ce discours, qui tend à rejeter le néolibéralisme : « n'en déplaise à Parizeau, la souveraineté du Québec ne doit pas se faire dans l'esprit d'avoir les mains libres pour conquérir les marchés mondiaux, mais pour être en mesure de mieux contrôler les forces de domination et les pressions idéologiques et internationales sur la justice sociale sur son territoire »³⁸. Ainsi, pour certains auteurs de la revue, la solution se trouve moins dans la conquête des marchés internationaux (participation à la mondialisation), que dans l'élaboration d'un projet national commun, avec à sa tête, un État fort et actif, pouvant lutter contre les dérives du système mondial. L'intervention étatique pourrait prendre différentes formes, entre autres :

- L'imposition d'une taxe sur les transactions financières (souvent spéculatives); ce qui permettrait de dissuader l'exécution de transaction ayant pour effet de déstabiliser les monnaies nationales
- La négociation, dans les accords de libre-échange, de clauses favorisant le nivellement par le haut des conditions de travail et le respect des normes nationales.
- L'imposition de pénalités pour les multinationales opportunistes qui quittent le pays pour diminuer leurs coûts de production
- La création d'un revenu de citoyenneté
- La protection des industries culturelles
- Des subventions pour les entreprises locales
- Une réforme de l'assurance-emploi pour éviter la diffusion de l'emploi précaire³⁹

3.3 Une voie alternative : l'économie solidaire et le développement local

Pour quelques auteurs tels que Claude Béland et Majella Simard, l'économie solidaire, le développement local et les initiatives collectives (coopératives, mutuelles, associations) constituent une « troisième voie » pour contrer les dérives de la mondialisation. Selon ces auteurs, il devient nécessaire de redonner son pouvoir à la société civile, pour qu'elle puisse (en parallèle à la dynamique incontournable de la mondialisation) rétablir la solidarité des communautés et des citoyens. En ce sens, le développement local et les microstructures démocratiques (associations, comités de citoyens, mutuelles, coopératives)

³⁸ Laramée, *loc. cit.*

³⁹ Nous reprenons ici quelques suggestions proposées par Rocheleau, *loc. cit.*, p 39; Savoie, *loc. cit.*, p. 33. et Simon Langlois, « Politiques publiques et mutations sociales : des arbitrages qui seront de plus en plus complexes », *L'Action nationale*, vol. LXXXVIII, n° 5 (mai 1998), p. 16.

permettraient de rétablir les déséquilibres engendrés par la conjoncture internationale et représentent des alternatives pour ceux qui prônent une action directe contre la domination des lois du marché. L'idée défendue par cette tendance est de rétablir une société qui soit un « ensemble organisé d'individus en vue de l'intérêt général ». Bref, une société dirigée et animée par des associations démocratiques. D'autre part, ces auteurs font la promotion de la réconciliation de l'économie et du social; ces deux entités ne devant pas être séparées, mais collaborer conjointement à la réalisation du bien commun. D'ailleurs, mentionnons que *L'Action nationale* place l'économie sociale au cœur de ses préoccupations, en valorisant les initiatives solidaires du Québec (entreprises d'État, Caisse de dépôt et placement, Hydro-Québec, Caisses Desjardins, etc.)⁴⁰.

Conclusion

En conclusion, l'analyse des articles de la revue *L'Action nationale* nous permet d'affirmer que la mondialisation néolibérale est perçue à la fois comme une menace à la souveraineté économique et politique du Québec, mais aussi comme une justification supplémentaire de la nécessité de mener le projet national à terme. Si tous les auteurs admettent les conséquences de la conjoncture internationale (le désengagement de l'État, la domination de l'économie sur les sphères politique et sociale, la privatisation, la précarisation, la déréglementation), on voit émerger deux tendances dans leur position : l'une insistant sur la nécessité de réaliser l'indépendance pour participer à la mondialisation et protéger nos intérêts sur la scène internationale, l'autre davantage orientée sur la critique de l'idéologie dominante. En outre, le discours de la revue se rapproche de la critique internationale de la mondialisation néolibérale; on y retrouve à peu près les mêmes préoccupations. Toutefois, il convient de préciser que la question nationale amène une lecture particulière du phénomène : le thème de la souveraineté prend dans *L'Action nationale*, une tout autre signification, considérant que ses auteurs défendent l'idée d'un Québec indépendant. Notre étude, nous l'espérons, aura permis d'exposer le discours d'une revue d'idées québécoise au sujet d'une conjoncture internationale, en l'occurrence, la

⁴⁰ Béland, *loc. cit.*; Simard, « Le développement économique solidaire : utopie ou réalité ?

mondialisation. Néanmoins, il serait intéressant de comparer le discours sur la mondialisation de *L'Action nationale* à celui d'autres revues d'idées québécoises ou canadiennes.

Bibliographie

BERNARD, Michel. *L'utopie néolibérale*. Montréal, Éditions du Renouveau québécois, 1997, 318 p.

BOURDIEU, Pierre. « L'essence du néolibéralisme ». *Le monde diplomatique*. [En ligne] <http://www.monde-diplomatique.fr/1998/03/BOURDIEU/3609>
(Page consultée le 2 février 2016)

DEFARGES, Philippe Moreau. *La mondialisation* (Que sais-je ?). Paris, Presses universitaires de France, 2012, 128 p.

HAGÈGE, Claude. *Contre la pensée unique*. Paris, Odile Jacob, 2012, 256 p.

PASSET, René. *L'illusion néo-libérale*. Paris, Flayard, 2000, 287 p.

LEMIRE, Marc. « Mouvement social et mondialisation économique : de l'AMI au Cycle du millénaire de l'OMC ». *Politique et Sociétés*, vol. 19, n° 1 (2000) : 49-78.

ST-ONGE, Jean-Claude. *L'imposture néolibérale : marché, liberté et justice sociale*. Montréal, *Ecosociété*, 2000, 202 p.

WACQUANT, Loïc. *Les prisons de la misère*, Paris, Liber-Raisons d'agir, 2011, 220 p.

Articles de *L'Action nationale*

BÉLAND, Claude. « Mondialisation et développement local ». *L'Action nationale*, vol. XCI, n° 5 (mai 2001) : 129-140.

- BOURQUE, Jean-Louis. « Pourquoi choisir la solution de l'indépendance du Québec en 2001? ». *L'Action nationale*, vol. XC, n° 10 (décembre 2000) : 77-80.
- BOURQUE, Jean-Louis. « La mondialisation et le néolibéralisme ». *L'Action nationale*, vol. XCII, n° 7 (septembre 2002) : 76-78.
- BOURQUE, Jean-Louis. « La mondialisation malfaisante ». *L'Action nationale*, vol. XCII, n° 7 (septembre 2002) : 90-94.
- BOURQUE, Jean-Louis. « La mondialisation bienfaitrice ». *L'Action nationale*, vol. XCII, n° 7 (septembre 2002) : 87-90
- IPSO, « Le projet souverainiste et l'État québécois : pour une politique de conviction ». *L'Action nationale*, vol. XCII, n° 9 (novembre 2002) : 18-25.
- JULIEN, Pierre-André et Claire BOMBARDIER. « Mondialisation des marchés et PME québécoises ». *L'Action nationale*, vol. LXXXV, n° 5 (mai 1995) : 820-833.
- LANDRY, Bernard. « La mondialisation rend la souveraineté plus nécessaire et urgente que jamais ». *L'Action nationale*, vol. LXXXIX, n° 3 (1999) : 56-68.
- LANGLOIS, Simon. « Politiques publiques et mutations sociales : des arbitrages qui seront de plus en plus complexes ». *L'Action nationale*, vol. LXXXVIII, n° 5 (mai 1998) : 7-17
- LARAMÉE, Alain. « La mondialisation comme nouveau cadre idéologique ». *L'Action nationale*, vol. LXXXVIII, n° 8 (octobre 1998) : 82-101.
- LAROSE Gérald et François AUBRY. « Les inégalités s'accroissent au Québec au cours des années 1990 ». *L'Action nationale*, vol. LXXXIX, n° 3 (mars 1999) : 43-54.
- LÉGER, Jean-Marc. « Mondialisation et diversité des cultures ». *L'Action nationale*, vol. XCII, n° 8 (octobre 2002) : 23-26.

- MÉNARD, Jean et Nelson Tardif. «D'où vient la ZLÉA ?». *L'Action nationale*, vol. XCIV, n° 1 (2004) : 34-46.
- MICHAUD, Yves. « Le temps de choisir ». *L'Action nationale*, vol. XC, n° 10 (décembre 2000) : 67-76.
- MONIÈRE, Denis. « La logique des nations contre la mondialisation ». *L'Action nationale*, vol. LXXXVIII, n° 10 (décembre 1998) : 73-76.
- MONIÈRE, Denis. « La mondialisation et le dépérissement de l'État : mythe ou réalité ». *L'Action nationale*, vol. XCV, n° 6 (juin 2005) : 32-39.
- MORIN, Rosaire. « Dossier : assurances et économie ». *L'Action nationale*, vol. LXXXVII, n° 3 (mars 1997) : 99-172.
- PAQUIN, Stéphane. « La revanche des petites nations ». *L'Action nationale*, vol. XCII, n° 1 (janvier 2002) : 87-102.
- PARIZEAU, Jacques. « L'AMI menace-t-il la souveraineté des États ? ». *L'Action nationale*, vol. LXXXIX, no 1 (janvier 1999) : 38-56.
- PARIZEAU, Jacques. « La liberté des échanges, les droits des multinationales et le dilemme de l'État ». *L'Action nationale*, vol. XCI, n° 6 (juin 2001) : 11-22.
- PROULX, Pierre-Paul. « Quel Québec économique voulons-nous ? ». *L'Action nationale*, vol. LXXXVIII, n° 1 (janvier 1998) : 21-38.
- ROCHELEAU, Yves. « La démocratie : première condition d'une mondialisation plus humaine », *L'Action nationale*, vol. XCI, n° 6 (juin 2001) : 37-40.
- SAVOIE, Yvon. « Le bonheur, la société québécoise et la mondialisation ». *L'Action nationale*, vol. XCI, n° 6 (juin 2001) : 23-36.

SIMARD, Majella. « Enjeux et perspectives pour un modèle éthique de développement régional ». *L'Action nationale*, vol. XC, no 9 (novembre 2000) : 41-64.

SIMARD, Majella. « Le développement économique solidaire : utopie ou réalité ? ». *L'Action nationale*, vol. XCIII, n° 4 (mai 2003) : 39-64.

TARDIF, Nelson. « La mondialisation néolibérale à l'assaut du vivre ensemble ». *L'Action nationale*, vol. XCV, n° 1 (janvier 2005) : 75-84.

VADEBONCOEUR, Pierre. « La prochaine révolution antidémocratique ». *L'Action nationale*, vol. XCII, n° 1 (janvier 2002) : 65-70.

VADEBONCOEUR, Pierre. « Sans la nation politique, qui peut défendre quoi ? ». *L'Action nationale*, vol. XCII, n° 9 (novembre 2002) : 26-28

VADEBONCOEUR, Pierre. « Antimondialisme : Il y a loin de la coupe aux lèvres », *L'Action nationale*, vol. XCI, n° 3 (mars 2003) : 7-12.

WILKINS, James A. « Le déficit démocratique mondial ». *L'Action nationale*, vol. XCII, n° 3 (mars 2002) : 52-60.